

---

XXX  
XXX  
XXX

---

*Audience du XXX à XXX  
Maison d'arrêt de Gradignan*

<b>OBSERVATIONS</b>
---------------------

**POUR :**

**- Monsieur XXX**

Ayant pour Avocat :

**Maître XXX**

\*\*\*

## **I- RAPPEL DES FAITS ET DE LA PROCEDURE**

Monsieur XX a été incarcéré XX et placé l'isolement depuis le ....

Depuis le début de l'année XXX, son isolement est quasiment continu en ce que les brèves interruptions correspondent au à des admissions en unité hospitalières ou à des transferts.

La mesure d'isolement actuelle est active depuis le XX.

Il a, à ce titre, été transféré en l'espace de 7 ans dans XX établissements pénitentiaires.

Il a été transféré à la maison d'arrêt de Gradignan le XXX et est libérable le XXX.

En XXX, il y a eu X CRI.

L'entier dossier de la procédure a été envoyé au conseil commis d'office à la date du XXX à XXX.  
**(Pièce 1 et 2)**

C'est en l'état que l'affaire se présente.

## **II- DISCUSSION**

### **A) Sur la régularité de la procédure**

#### **En droit.**

L'article R57-7-63 du Code de procédure pénale dispose que :

« La liste des personnes détenues placées à l'isolement est communiquée quotidiennement à l'équipe de l'unité de consultation et de soins ambulatoires de l'établissement.

**Le médecin examine sur place chaque personne détenue au moins deux fois par semaine et aussi souvent qu'il l'estime nécessaire.**

**Ce médecin, chaque fois qu'il l'estime utile au regard de l'état de santé de la personne détenue, émet un avis sur l'opportunité de mettre fin à l'isolement et le transmet au chef d'établissement. »**

L'article R57-7-64 du Code de procédure pénale poursuit :

*« Lorsqu'une décision d'isolement d'office initial ou de prolongation est envisagée, la personne détenue est informée, par écrit, des motifs invoqués par l'administration, du déroulement de la procédure et du délai dont elle dispose pour préparer ses observations. Le délai dont elle dispose ne peut être inférieur à trois heures à partir du moment où elle est mise en mesure de consulter les éléments de la procédure, en présence de son avocat, si elle en fait la demande. Le chef d'établissement peut décider de ne pas communiquer à la personne détenue et à son avocat les informations ou documents en sa possession qui contiennent des éléments pouvant porter atteinte à la sécurité des personnes ou des établissements pénitentiaires.*

*Si la personne détenue ne comprend pas la langue française, les informations sont présentées par l'intermédiaire d'un interprète désigné par le chef d'établissement. Il en est de même de ses observations, si elle n'est pas en mesure de s'exprimer en langue française.*

*Les observations de la personne détenue et, le cas échéant, celles de son avocat sont jointes au dossier de la procédure. Si la personne détenue présente des observations orales, elles font l'objet d'un compte rendu écrit signé par elle.*

*Le chef d'établissement, **après avoir recueilli préalablement à sa proposition de prolongation l'avis écrit du médecin intervenant à l'établissement.** transmet le dossier de la procédure accompagné de ses observations au directeur interrégional des services pénitentiaires lorsque la décision relève de la compétence de celui-ci ou du ministre de la justice.*

*La décision est motivée. Elle est notifiée sans délai à la personne détenue par le chef d'établissement. »*

Aux termes de l'article R. 57-7-73 du même code :

*« Tant pour la décision initiale que pour les décisions ultérieures de prolongation, il est tenu compte de la personnalité de la personne détenue, de sa dangerosité ou de sa vulnérabilité particulière, et de son état de santé.*

***L'avis écrit du médecin intervenant dans l'établissement est recueilli préalablement à toute proposition de renouvellement de la mesure au-delà de six mois et versé au dossier de la procédure. »***

### **En fait.**

L'avis du médecin est une pièce indispensable de la procédure de prolongation d'une mesure d'isolement.

En l'espèce, cet avis a été demandé par le secrétariat administrative de la Maison d'arrêt de Gradignan au Docteur XXX en date du XXX.

Ce même jour à XX, le Docteur XX répond par les termes suivants :

*« Bonjour,*

*Monsieur XXX bénéficie du suivi réglementaire au quartier d'isolement.*

*Bien cordialement, »*

Force est de constater qu'aucun avis médical n'apparaît sur ce dossier quant à l'opportunité de la prolongation de l'isolement de Monsieur XXX de sorte que cette décision sera entachée d'irrégularité.

Il est par conséquent demandé la fin de la mesure d'isolement de Monsieur XXX, le chef d'établissement n'étant pas informé de l'opportunité d'un renouvellement de cette mesure sur le plan médical tel que prescrit par le texte précité.

## **B) Sur le bien-fondé de la procédure**

En droit.

L'article R57-7-62 du Code de procédure pénale dispose que :

**« La mise à l'isolement d'une personne détenue, par mesure de protection ou de sécurité, qu'elle soit prise d'office ou sur la demande de la personne détenue, ne constitue pas une mesure disciplinaire.**

*La personne détenue placée à l'isolement est seule en cellule.*

*Elle conserve ses droits à l'information, aux visites, à la correspondance écrite et téléphonique, à l'exercice du culte et à l'utilisation de son compte nominatif.*

*Elle ne peut participer aux promenades et activités collectives auxquelles peuvent prétendre les personnes détenues soumises au régime de détention ordinaire, sauf autorisation, pour une activité spécifique, donnée par le chef d'établissement.*

*Toutefois, le chef d'établissement organise, dans toute la mesure du possible et en fonction de la personnalité de la personne détenue, des activités communes aux personnes détenues placées à l'isolement.*

*La personne détenue placée à l'isolement bénéficie d'au moins une heure quotidienne de promenade à l'air libre. »*

## **En fait.**

La motivation alléguée pour justifier la procédure d'isolement se fonde quasi exclusivement sur des orientations disciplinaires de sorte que la motivation de la décision de prolongation est colorée d'une nature de sanction.

En effet :

- *Considérant XXX*
- *XXX*
- *XXX*
- *XXX*

XXX

Aucun élément du dossier ne permet de corroborer cet incident qui semble d'une particulière gravité.

XXX

.

L'exercice des droits de la défense est là aussi compromis, la motivation de la demande de prolongation se fondant sur des éléments comminatoires à défaut d'être justifié en procédure.

**Pour l'ensemble de ces raisons, il y a lieu de préciser que sur le bien-fondé que la demande de prolongation de la mesure d'isolement concernant Monsieur XXX n'est pas justifiée en l'état, à fortiori en l'absence de tout avis médical sur l'opportunité de la mesure de sorte qu'il conviendra de la faire cesser sur le champ.**

Fait à BORDEAUX, le XXXX

Me Jessica LACOMBE

*Pièces jointes aux observations*

**Pièce 1 : XXX**

**Pièce 2 : XXX**